



SciencesPo.

CERI
CNRS

LES MYSTERES ET LES NON-DITS DU « PRINTEMPS ISRAELIEN »

Samy Cohen

(Directeur de recherches Sciences Po-CERI)

Quelques jours avant que n'éclate la « révolution des tentes », mi-juillet, ce mouvement de protestation contre la cherté des logements en Israël, personne n'aurait parié sur une telle vague de protestation ou sur la présence de 300 000 personnes lors de la manifestation du 6 août dernier. Ce mouvement lancé *via* Facebook, s'est étendu à une rapidité fulgurante. Des tentes, symboles du mouvement, ont été dressées boulevard Rothschild à Tel-Aviv et dans de nombreuses autres villes du pays.

Pourquoi ce mouvement survient-il aujourd'hui ? Quelles sont ses chances de voir ses revendications aboutir ? Pourra-t-il ignorer les questions de l'occupation et de la colonisation comme il l'a fait jusqu'ici ? Il n'est guère facile de répondre à la première question. Les grandes révoltes éclatent souvent de manière imprévisible. Au moins sait-on, qu'elles se développent généralement sur un terreau favorable. En Israël, le mécontentement gronde depuis plusieurs années. Les prix du logement ont flambé. Les écarts entre riches et pauvres sont parmi les plus importants au monde. Un quart de la population vit sous le seuil de la pauvreté avec un revenu mensuel inférieur à 740 euros. Mais tous ces éléments n'expliquent pas le mystère du « moment ». Le mimétisme avec le « printemps arabe » est sans doute une des explications plausibles. De nombreux acteurs de la protestation le

ressentent et le déclarent. Sur une grande banderole blanche, on peut lire : « *Boulevard Rothschild, coin place Tahrir* ». « *Walk like an Egyptian* », est-il écrit sur une pancarte brandie lors de la manifestation du 3 août.

Quelles sont les chances de voir les revendications du « printemps israélien » aboutir ? Celui-ci a déjà fait faire à la société israélienne un pas de géant en mettant un problème de justice sociale sur l'agenda public. Mais les difficultés demeurent nombreuses, à commencer par le problème de la cohésion du mouvement. Des divergences sont perceptibles. Certains souhaitent le départ du Premier ministre Benyamin Netanyahu, un des principaux instigateurs de la politique néolibérale. D'autres redoutent en revanche, qu'une attitude trop franchement hostile ne fasse de leur révolte un mouvement d'opposition politique. Le deuxième problème est celui des revendications. Que demander et jusqu'où aller dans les exigences ? Faut-il négocier avec la commission mise en place par le Premier ministre ou exiger purement et simplement le retour de l'Etat-providence ? Pour l'instant en tout cas, le mouvement penche nettement en faveur de cette dernière option.

Troisièmement, les manifestants s'interrogent : doivent-ils continuer à protester dans la rue ou se constituer en organisation politique pour présenter des candidats lors des prochaines élections prévues en 2013 ? Beaucoup sont tentés par cette solution. Mais le mouvement manque encore d'un vrai *leadership* politique. Autre difficulté, celle liée à l'agenda de la rentrée de septembre, date à laquelle l'Autorité palestinienne entend demander l'adhésion de l'Etat palestinien à l'ONU. Cette perspective pourrait donner lieu à des manifestations palestiniennes et reléguer les revendications sociales au deuxième rang. Il ne faut pas perdre de vue, enfin, que si le terrorisme reprend, il détournera l'attention du public vers sa priorité numéro un, à savoir la sécurité. Plusieurs attaques-surprises lancées, le 18 août, le long de la frontière égyptienne contre des véhicules israéliens par un groupuscule extrémiste palestinien ont fait huit morts et de nombreux blessés. Les organisateurs du mouvement des tentes qui avaient appelé à une grande manifestation le samedi 18 août ont aussitôt proclamé leur solidarité avec les victimes. La manifestation qui devait se tenir à Jérusalem a été annulée et celle de Tel Aviv transformée en une « marche silencieuse » et en présence de quelques 4 000 participants seulement.

Faudra-t-il, enfin, s'attaquer aux questions sensibles de la guerre et de la paix qui font partie des non-dits de cette révolte ? D'ores et déjà, beaucoup sont convaincus qu'il est impossible de continuer à augmenter les dépenses liées à la défense et, dans le même temps, instaurer

plus de justice sociale. Mais on ne s'attaque pas facilement au sacro-saint budget militaire. Un des autres non-dits actuels concerne l'occupation et de la poursuite de la colonisation des territoires occupés. Le mouvement de révolte peut-il se transformer en un grand mouvement pour la paix comme les Palestiniens eux-mêmes le souhaitent ? Cela semble peu probable. Certes, la question de la poursuite du financement public des colonies se posera tôt ou tard. Mais réclamer la fin de la colonisation est une chose, exiger le retrait des territoires occupés en est une autre. S'il se prononçait en ce sens, le mouvement des tentes perdrait alors rapidement le soutien actuellement massif de la population israélienne (plus de 85%) car le retrait des territoires occupés ne fait pas consensus, même si la majorité des Israéliens est prête à accepter la création d'un Etat palestinien. S'attaquer donc au problème de l'occupation le fera apparaître comme un mouvement « gauchiste », « pro-palestinien » et « non patriote », un risque qu'il ne prendra pas afin d'éviter de brouiller les cartes et de perdre sa popularité actuelle.

S'il arrive à s'organiser pour participer aux élections, il devra cependant répondre à ces deux questions : comment une organisation politique qui prétend accéder à la Knesset peut-elle avoir un programme économique et social sans proposer une solution claire pour mettre fin au conflit israélo-palestinien ? Peut-elle promettre la justice sociale aux seuls Israéliens sans se soucier de celle des Palestiniens vivant sous occupation depuis 1967 ?